

**Interview paru dans *Perspectives libres*, n° 6, avril 2012, Paris, sur le thème « La crise de l'idéologie globale »**

**Perspectives libres : Comment qualifieriez-vous la structure globale actuelle ? une hégémonie ? un gouvernement ? un chaos ? autres ?**

Il s'agit d'une hégémonie mondialisée d'une puissance inconnue dans l'histoire de l'humanité, dirigée par une hiérarchie d'institutions (G8/G20, FMI/Banque mondiale, grandes banques et firmes internationales, Union Européenne, bureaucratie des organismes spécialisés des Nations Unies, think thanks et grandes universités américaines et anglaises). Cette hégémonie est totale sur le plan économique, académique, social, philosophique et culturel. Sur le plan géopolitique, il y a des grincements forts entre la Chine et la Russie d'un côté, les Etats-Unis et les pays de l'UE de l'autre côté. La crise syrienne en est une parfaite illustration. Mais le système de la globalisation économique (entendez libéralisation totale des échanges de biens et de services et des flux d'investissements) est devenu un corset de fer. Il est loin d'être chaos lui-même, même s'il le provoque dans les couches sociales et les territoires les plus pauvres du fait des déstructurations qu'il entraîne dans presque tous les pays.

**PL : Au sein de cette structure peut-on parler d'un pouvoir, d'une autorité ou de multiples structures d'influence ?**

Comme on vient de le voir, les autorités sont multiples. Elles travaillent en réseaux d'influence qui s'appuient les uns les autres et se font résonance, les réseaux universitaires, académiques et médiatiques, la grande presse économique et financière spécialisée, ainsi que la plupart des grands think tanks assurant la conformité de vues et le règne de l'orthodoxie néo-libérale. Dans le même temps, les patrons de la finance internationalisée et les dirigeants de grandes entreprises multinationales forment un vaste réseau de camaraderie, de collusion, de lobby entre eux et avec le haut personnel politique des Etats, ainsi que les hauts fonctionnaires du FMI/Banque mondiale et des agences spécialisées de Nations Unies. Ce formidable réseau d'influence et de pouvoir hégémonique internationalisé permet les bonnes affaires au niveau économique et celui de la spéculation financière effrénée.

**PL : Quelles ont été les différentes étapes de la mise en place des structures du système actuel ?**

On peut dire que le système est né de la conquête du monde par l'Europe, puis par l'émergence de la puissance des Etats-Unis. Certes, le système a connu des obstacles, tels que les rivalités nationales européennes, l'existence de l'URSS puis de la Chine communiste, celle de certains régimes arabes à couleur anti-occidentale et anti-israélienne ou aujourd'hui celui de l'Iran. Mais depuis la Seconde mondiale et surtout l'effondrement de l'URSS et la conversion de la Chine aux bienfaits de la globalisation économique, le mouvement s'est accéléré grâce à des événements successifs : la crise pétrolière de 1973 qui crée une première vague de milliardaires rentiers, la crise de la dette des pays en développement de 1982 à 1990 qui met en place le consensus de Washington, appauvrit les uns enrichit quelques uns, l'effondrement de l'URSS qui donne naissance à l'émergence d'une nouvelle vague de créations de milliardaires dont la fortune a été faite par le pillage des ressources de la Russie, enfin par les résultats de l'économie chinoise qui ajoute au nombre de milliardaires déjà produits par les différentes étapes de la globalisation.

**PL : Quelle(s) idéologie(s) émanent de ce système global ?**

L'idéologie qui n'est contestée par aucun Etat dans le monde, à l'exception du régime bolivien de Chavez et celui de la Bolivie de Morales ou l'Iran ou encore la Corée du Nord sur un autre registre, est celle de la toute bienfaisance d'un soi-disant *homo oeconomicus*, censé être rationnellement égoïste et dont cet égoïsme – libéré de toute entrave étatique – est censé assurer la prospérité des sociétés. C'est aussi celle du mythe de l'autorégulation des marchés et de la malversation de toute forme de régulation, de réglementation ou de contrôle par l'Etat. C'est encore celle de la collusion des banques centrales - qui ne répondent plus à aucune autorité étatique ou de la représentation nationale – avec les grandes banques pour leur assurer les plus hauts taux de profit ou les sauver de débâcles dues à leurs spéculations et mauvaises gestions. Enfin, c'est celle de la pauvreté qui n'apparaît plus aux yeux de beaucoup avoir de cause socio-économique identifiable et de l'extrême richesse concentrée auprès de quelques individus qui serait un bienfait pour le reste de la société car ils sont censés être « les investisseurs » et les « bâtisseurs » d'avenir, mais aussi au yeux des plus

naïfs les bienfaiteurs qui pratiquent la charité, laquelle vient se substituer à des Etats défailants ; ils acquièrent ainsi un pouvoir hors norme en tant que simples individus. C'est enfin celle qui a totalement transformé l'enseignement de l'économie qui a cessé d'être « politique » pour ne plus être que des séries d'équations mathématiques abstraites, censées enfermer les comportements humains dans la prévisibilité des sciences exactes. C'est celle qui a organisé le formatage des cerveaux par la multiplication des diplômes de « business administration ».

**PL : Quel impact la crise économique a t'elle sur lui ?**

La crise, malheureusement, n'a eu comme effet jusqu'ici de resserrer les rangs des acteurs de cette hégémonie, devenus aveugles et autistes par rapport à la détresse sociale qu'elle a créée dans les pays où elle a sévit. Les programmes d'austérité partout entraînent des effets ravageurs sur les couches les plus pauvres. En revanche, la crise a bien stimulé la réflexion anti-mondialiste et celle altermondialiste.

**PL : Quelles sont pour vous les dynamiques d'évolution du système global ?**

Le système est soumis à de très fortes tensions dans les vieux pays industrialisés, en particulier en Europe où la bureaucratie des organes de l'UE est bien plus néo-libérale que le reste du monde, même si cela doit amener à des souffrances sociales de plus en plus fortes et à un éventuel effondrement de la zone euro ou bien la sortie de la Grèce de cette zone. Paradoxalement, ce qui a renforcé le système c'est l'adhésion des dirigeants des nouveaux pays industrialisés (Inde, Chine, Corée du sud, Brésil, Turquie, Malaisie, Thaïlande) au système et la cooptation de certains d'entre eux – les fameux Brics, soit le Brésil, l'Afrique du sud, la Chine et l'Inde.

**PL : Au sein de ces dynamiques comment analysez-vous les phénomènes de balkanisation et de retour réel ou supposé du littéralisme religieux ?**

Comme toute gestion impériale, aujourd'hui étendue au monde entier, celle-ci produit des rétractations identitaires, ethniques et religieuses, surtout dans les zones géographiques où de trop larges couches sociales ne bénéficient pas ou ne bénéficient que très partiellement des bienfaits du libre-échange et des superbénéfices d'une sphère financière spéculative, désormais détachée de la sphère réelle. Ici encore, le paradoxe est que le fondamentalisme et le littéralisme religieux sont devenus partie intégrante de l'idéologie des Etats-

Unis et que l'idéologie du choc des civilisations est aussi venue de chez eux. En réalité, cette idéologie purement politique à fonds de racisme évident permet de masquer le fait que les conflits politiques sont d'abord des conflits de puissance, mais aussi des conflits sociaux dans la mesure où la distribution nationale et internationale des richesses devient de plus en plus inégalitaire et illégitime. C'est très pratique pour tout le système hégémonique.

**PL : Quels grands chantiers de réflexions ou d'actions devraient être décisifs, pour vous, à l'avenir quand à la crise de la mondialisation sous ces différents visages (financiarisation, dérégulations...) ?**

Le nombre de chantiers est très important. On en trouve un bon catalogue dans les réseaux sociaux altermondialistes ou le Forum social mondial. J'y ajouterai pour ma part, plusieurs autres chantiers, tels que : la réforme de l'enseignement de l'économie pour sortir cette discipline qui fait partie des sciences humaines de la très stérile abstraction mathématique et de l'emprise de l'idéologie néo-libérale ; mais aussi la disqualification des très coûteux MBA de gestion des affaires ou au moins la réduction des rémunérations faramineuses auxquels ils donnent accès au détriment des rémunérations bien trop modiques auxquelles les autres diplômés de sciences humaines donnent accès ; le rétablissement du prestige de l'Etat, comme expression de la citoyenneté et de la collectivité ; le rétablissement de la notion de bien public ; la recherche d'un rétablissement des cohésions socio-économiques spatiales désarticulées par les libéralisations sauvages, les délocalisations, les mouvements migratoires légaux et illégaux ; enfin, comment ne pas établir un chantier d'éthique économique qui remettrait un peu de bon sens dans les aberrations et les mythes nocifs qu'a répandu le néo-libéralisme et les sornettes académiques et médiatiques ou la littérature de certains organismes internationaux et grands organes de la presse.